

Le 9 novembre 1932, il y a 89 ans, l'armée suisse tirait sans sommation contre des manifestants protestant contre la tenue d'un meeting fasciste, treize personnes sont tuées sur la plaine de Plainpalais.

Rassemblement

mardi 9 novembre 2021

près de la Pierre sur le parvis de l'Uni-Mail

18h00 rassemblement

18h15 discours

18h30 hommage aux treize victimes



Développer les solidarités contre l'exploitation de la peur et de la haine!

En cette période de crise sociale et sanitaire, nous assistons partout dans le monde à l'exploitation d'un climat anxigène et à une radicalisation des actes et des paroles des milieux populiste et d'extrême-droite.

Répétant les discours contre les élites (politiques comme médicales) et prétendant agir au nom des libertés individuelles, ces organisations, derrière leur position généralement hostile aux mesures sanitaires, se rejoignent sur un discours nationaliste, souvent xénophobe.

Des amis de la Constitution aux Freiheitstrychler « adoubés » par le conseiller fédéral UDC Ueli Maurer, en Suisse aussi nous voyons naître de nouveaux mouvements exploitant l'actuelle crise sanitaire. Certaines mouvances n'hésitent plus aujourd'hui à recourir à des actions musclées comme en témoignent les récents débordements lors de manifestations à Berne.

Face à la montée de ces mouvements, la commémoration de la

fusillade de 9 novembre 1932 (l'armée suisse tirait sur des manifestants d'opposant à la tenue d'un meeting fasciste) garde toute son actualité.

Ce d'autant plus qu'en parallèle de ces nouveaux mouvements, les différents gouvernements renforcent leurs dispositifs sécuritaires et autoritaires. Le renforcement des pouvoirs de surveillance et de contraintes de la police (comme la loi sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme) avance parallèlement à la fermeture des frontières et à la criminalisation de l'accueil de réfugiés (comme la récente condamnation du maire de Riace à 13 ans de prison pour avoir aidé des requérants d'asile).

Alors que l'actuelle crise sanitaire exigerait des investissements massifs dans les services publics (notamment les hôpitaux) afin de répondre aux besoins de la population, les autorités préfèrent gaspiller, avec l'approbation des milieux d'extrême-droite, des milliards de francs dans de nouveaux avions de combat faisant fi au passage du défi planétaire dû au réchauffement climatique.

Historique des événements du 9 novembre 1932

Le 9 novembre 1932, l'extrême droite genevoise convoque à la Salle communale de Plainpalais un meeting de mise en accusation publique de deux dirigeants de gauche : Léon Nicole et Jacques Dicker, parce qu'ils étaient de gauche, mais aussi parce que le second était juif et le premier vaudois. « Notre ville connaît l'odieux régime de l'occupation étrangère. Un juif russe et un Vaudois bolchevisant commandent une armée de Confédérés que le marxisme a dénationalisés. » (extrait du Pilon, journal fasciste)

La gauche, après avoir demandé vainement l'interdiction de ce meeting, organise une manifestation qui réunit des milliers de manifestant-e-s. Perdant tout sens commun, le Conseil d'État

genevois fait appel à l'armée. Il s'agit en fait pour le gouvernement de droite de casser une gauche politique et syndicale remuante. On racontera d'ailleurs aux recrues venues de Lausanne (qu'on avait armé à balles réelles) qu'une révolution communiste avait éclaté à Genève.

L'armée, se sentant acculée par une centaine de manifestant-e-s, ouvre le feu devant l'ancien Palais des expositions (aujourd'hui Uni-Mail). Il y a treize morts et une centaine de blessés, dont beaucoup de simples badauds.

Par crainte de manifestations de solidarité, voire d'émeutes, des dizaines de militants sont emprisonnés dans toute la Suisse et l'armée est appelée à la rescousse

dans divers cantons où des mouvements syndicaux avaient eu lieu les années précédentes. La presse ouvrière est interdite tout comme les rassemblements.

Léon Nicole est considéré comme coupable et emprisonné. Il sera condamné par les Assises fédérales à la prison, d'où il sort pour être triomphalement élu avec une majorité de gauche au Conseil d'État en 1933.

Comité d'organisation du 9 novembre:
Communauté genevoise d'action syndicale
Parti du travail
Parti socialiste genevois
solidaritéS
Résistons
Les Verts
Groupe pour une Suisse sans armée



Les 13 victimes de la tuerie du 9 novembre 1932 : **Henri Fürst**, 38 ans, mécanicien, président du Parti communiste genevois (le premier à avoir été abattu) - **Francis Clerc**, 54 ans, fraiseur (dont le fils faisait partie des recrues venues de Lausanne) - **Edouard Quillet**, 34 ans, employé à l'Armée du Salut - **Edmond Junod**, 29 ans, mécanicien - **Jean-Pierre Larderaz**, 23 ans, employé de commerce - **Emile Henry**, 55 ans, batelier - **Gabriel Loup**, 57 ans, patron boulanger - **Oscar Maurer**, 25 ans, employé de banque (tué alors qu'il sortait des cours du soir) - **Emile Guignet**, 27 ans - **Melchior Allemann**, 31 ans, employé d'hôtel, militant socialiste - **Hans Brugger**, 28 ans - **Alphonse Kolly**, 41 ans - **Marius Rattaz**, 36 ans, régent principal à Chêne-Bourg, mort le 14 novembre des suites de ses blessures.